



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

agriculteurs

Question au Gouvernement n° 4657

Texte de la question

CRISE DE L'AGRICULTURE

M. le président. La parole est à M. Gérard Menuel, pour le groupe Les Républicains.

M. Gérard Menuel. Monsieur le Premier ministre, il y a tout juste un an, le monde agricole était massivement dans la rue. Le Gouvernement avait promis de soutenir les agriculteurs. Le résultat, aujourd'hui, est particulièrement édifiant.

Le journal *Les Echos* rappelait ce matin que l'agriculture est la seule activité économique où les défaillances d'entreprises se sont aggravées en 2016, avec une hausse de 4 %. Tous les secteurs sont touchés, de la filière fruits et légumes aux filières viande, en passant par les céréales.

M. Paul Molac. Oui !

M. Gérard Menuel. Revenus en forte baisse, défaillances d'entreprises en forte hausse : c'est le bilan de votre action au bout de cinq ans de pouvoir.

Bien sûr, la météo du printemps 2016 n'a pas été favorable, mais elle n'explique pas que le lait soit payé 320 euros la tonne en moyenne en France, c'est-à-dire 20 % de moins qu'aux Pays-Bas. Elle n'explique pas, dans un monde globalisé, que les agriculteurs français soient les seuls à être assommés par autant de charges et de réglementations. Elle n'explique pas non plus que les agriculteurs allemands doivent s'acquitter de charges nettement inférieures aux nôtres.

M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement. Ce n'est pas vrai !

M. Gérard Menuel. Notre pays, champion de la surtransposition, et ses agriculteurs, paient aujourd'hui les choix politiques de votre gouvernement. Rappelez-vous, il y a encore quelques années, la France était le deuxième pays exportateur de produits agricoles au monde ; aujourd'hui, elle est rétrogradée à la cinquième place.

Sur le plan humain, cela se traduit par de nombreux drames, des faillites nombreuses. Des agriculteurs surendettés se tournent une ultime fois vers les banques, qui se montrent de plus en plus réticentes, et, trop souvent, la seule réponse est de mettre la clé sous la porte. Pour cette seule année 2017, on prévoit encore 20 000 fermetures d'exploitations agricoles.

Monsieur le Premier ministre, monsieur le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, devant cette situation à laquelle vous n'avez pas répondu, quelles mesures entendez-vous prendre pour soutenir les

agriculteurs ? (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement.

M. Stéphane Le Foll, ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, porte-parole du Gouvernement. Monsieur Manuel, vous avez dressé une liste, bien longue,...

M. Antoine Herth. Tellement vraie !

M. Stéphane Le Foll, ministre. ...visant à rejeter la responsabilité de la crise sur le ministre de l'agriculture et le Gouvernement.

Je vous rappellerai simplement les crises que nous avons traversées.

Vous avez évoqué la crise du lait, dont nous pouvons tout à fait discuter. En 2008, la décision de supprimer les quotas laitiers a entraîné un processus menant dès 2013 à une surproduction. Nous avons redressé la situation en 2014, puis elle s'est aggravée en 2015, avant de se redresser de nouveau aujourd'hui, grâce à l'action de la France et du ministre de l'agriculture – je le dis tout de même au passage –, qui a consisté à remettre de la régulation là où il n'y en avait plus. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*) Sur ce point, monsieur le député, chacun doit assumer ses responsabilités.

Vous avez aussi évoqué d'autres crises : crise sanitaire, grippe aviaire, deux ans de suite ; crise des céréales, dont le cours, à l'échelle mondiale, s'établit à Chicago ; inondations l'an dernier, mettant en cause 30 % de la production de céréales – il est de notre responsabilité de venir en aide aux agriculteurs mais, jusqu'à nouvel ordre, je ne suis heureusement pas responsable du temps qu'il fait en France.

Pour ce qui concerne la crise bovine, avec l'actuelle épidémie de FCO – fièvre catarrhale ovine –, nous avons connu des difficultés, en effet. Il y a encore la crise porcine, en Bretagne, dont nous sortons aujourd'hui, avec des prix qui se sont redressés.

À chaque fois, nous sommes intervenus pour apporter des aides, que ce soit avec le plan de soutien à l'élevage ou avec celui de consolidation et de refinancement de l'agriculture. Je suis parfaitement conscient que ces aides ne compensent pas la baisse de prix. Néanmoins, monsieur le député, ne venez pas porter une charge aussi lourde, quand ceux qui ont pris des décisions il y a dix ans portent une part de responsabilité dans la situation actuelle.

M. Paul Molac. Tout à fait !

M. Stéphane Le Foll, ministre. Dans ce domaine, chacun doit conserver un peu de rationalité et d'objectivité. L'État et le Gouvernement ont été à chaque fois présents pour apporter des solutions aux agriculteurs.

Quant aux chiffres parus ce matin, produits par la société Altares, il est difficile de comprendre l'année prise pour référence afin de comparer les faillites dans différents secteurs. Je donnerai à la représentation nationale les chiffres du ministère. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, écologiste et républicain.*)

Données clés

Auteur : [M. Gérard Manuel](#)

Circonscription : Aube (3^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4657

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, agroalimentaire et forêt

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [9 février 2017](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 février 2017](#)